

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N°2020-20-05 DU 21 DECEMBRE 2020

L'An deux mille vingt, le 21 décembre,

Le Conseil Municipal, dûment convoqué, le 15 décembre, conformément aux articles L 2121-7, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni à la salle Daniel Balavoine, sous la présidence de Monsieur Patrick NICOLE-WILLIAMS, Maire.

Nombre de Conseillers Municipaux en exercice : 33

Nombre de Conseillers Municipaux présents : 26

Nombre de Conseillers Municipaux absents représentés : 5

Nombre de Conseillers Municipaux absents excusés : 2

PRESENTS : Mmes et MM. P. NICOLE-WILLIAMS, C. GUETAT, C. KOPFERSCHMITT, J. DOS SANTOS, D. PENOT, M. LORIOT-CARNIS, Y. TOUYERAS, R. MESLEM, M. FAYET, J. GUILLERMINET, C. GAMBIER-ORTIZ, M. GUENNOUN, M. LOMBARD, L. DI SANTO, B. LOUKILI SENHAJI, M. TUNCA, H. KHETTAB, J. GAGET, A. CROS, L. GRONDIN, C. DEBRYE, J.N. SALMON, K. HALLOUL, A. VERJUS, A. SAGIROGLU, A.V. MITTENDORFER

ABSENTS REPRESENTES :

J.C. DURA pouvoir à L. DI SANTO

G. GENTHON pouvoir à C. GUETAT

Z. MAZARI pouvoir à D. PENOT

C. DUMOULIN pouvoir à A. VERJUS

L. NASSISI pouvoir à A.V. MITTENDORFER

ABSENTS EXCUSES : N. GUSTO, B. JAN

OBJET : CONVENTION DE SERVITUDE DE TREFONDS AU PROFIT DE LA SARL CONSTRUCTION RHONE ALPES LOGEMENTS

NOTE DE SYNTHESE

La SARL Construction Rhône-Alpes Logements (CRAL) sollicite la commune dans le cadre de la construction d'un lotissement rue Abbé Métifiot à Villefontaine pour bénéficier d'une servitude de tréfonds sur une parcelle communale permettant l'installation et le maintien dans le sol :

- d'une canalisation d'évacuation des eaux pluviales
- d'une canalisation d'évacuation des eaux usées
- d'une canalisation de fourniture d'eau potable
- l'installation et le maintien de gaines techniques nécessaires à l'alimentation en électricité et en téléphone.

Cette servitude s'exercera sur la parcelle cadastrée section AM, n° 2 et grèvera une parcelle communale ouverte à la circulation publique.

Aux termes de l'article L. 2122-4 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CG3P), la constitution de cette servitude nécessite l'établissement d'une convention.

Accusé de réception en préfecture
038-21380534-20201221-2020-20-05-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N°2020-20-05 DU 21 DECEMBRE 2020

Aux termes de l'article L. 2125-1 du CG3P, toute occupation ou utilisation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance, et en vertu des délégations consenties par le conseil municipal au Maire, celui-ci pourra fixer cette redevance dans le cadre de la fixation des droits et tarifs qui n'ont pas un caractère fiscal.

Le montant de cette redevance sera fixé à 1 000 €, et versée en une seule fois.

Il convient également au moment de l'établissement d'une servitude conventionnelle, de veiller à l'accomplissement de la publication au service de la publicité foncière. Ces frais sont en principe à la charge du demandeur.

Vu l'article L. 2121-29 et suivants du Code Général des Collectivités territoriales,
Vu l'article L. 2122-4 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,
Vu l'article L. 2125-1 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,
Vu l'avis favorable de la commission Finances et action municipale du 27 novembre 2020,
Vu le projet de convention de servitude de tréfonds au profit de la SARL Construction Rhône-Alpes Logements,

Le CONSEIL MUNICIPAL, après avoir délibéré à l'unanimité,

APPROUVE les termes de la convention instaurant la servitude de tréfonds au profit de la SARL Construction Rhône Alpes Logements.

AUTORISE Monsieur le maire ou son représentant à signer la convention de servitude de tréfonds au profit de la SARL Construction Rhône-Alpes Logements.

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer l'acte notarié authentifiant la convention de ladite servitude de tréfonds.

DIT que les frais relatifs à l'acte notarié seront intégralement pris en charge par la SARL Construction Rhône-Alpes Logements.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif de Grenoble, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

FAIT ET DELIBERE A VILLEFONTAINE

Le 21 décembre 2020

Pour extrait certifié conforme,

Le Maire,

Patrick NICOLE-LEWIS

Accusé de réception en préfecture
038-213805534-20201221-2020-20-05-DE
N°2020-20-05-DE 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020